

La mission Rockefeller en France et la création du Comité national de défense contre la tuberculose (1917-1923)

Lion Murard, Patrick Zylberman

Citer ce document / Cite this document :

Murard Lion, Zylberman Patrick. La mission Rockefeller en France et la création du Comité national de défense contre la tuberculose (1917-1923). In: Revue d'histoire moderne et contemporaine, tome 34 N°2, Avril-juin 1987. pp. 257-281;

doi : <https://doi.org/10.3406/rhmc.1987.1405>

https://www.persee.fr/doc/rhmc_0048-8003_1987_num_34_2_1405

Fichier pdf généré le 21/11/2018

LA MISSION ROCKEFELLER EN FRANCE ET LA CRÉATION DU COMITÉ NATIONAL DE DÉFENSE CONTRE LA TUBERCULOSE (1917-1923)

La guerre avait pris fin depuis un an, lorsque le Comité national de défense contre la tuberculose était créé à Paris*. De cette origine, il gardera l’empreinte indélébile, profondément marqué qu’il est d’emblée par l’ambiance de la mobilisation économique, avec son alternance de prise en charge par l’État d’activités privées, puis, en sens inverse, de « flambées de corporatisme ». Cette sorte de bouillon de culture idéal, où la liturgie de l’expert faisait florès, nous livre la clef des rapports du mouvement hygiéniste avec l’administration et avec l’État. Par la nature de son organisation, par les modalités de son fonctionnement, le Comité national fournit l’illustration parfaite de cette poussée particulière d’étatisme qui, de l’avis de certains, devait non seulement faire voler en éclats les cadres des services civils, mais surtout révolutionner de fond en comble la puissance publique, étant « non pas l’extension de l’État bureaucratique, mais un effort continu de *substitution* à l’administration ancienne d’organismes nouveaux, recrutés parmi les activités compétentes du pays »¹. Est-il définition plus juste de ce fer de lance du mouvement sanitaire, qui, pendant toute la durée du premier ministère de l’Hygiène, entre 1920 et 1924, a joué le rôle d’une administration technique parallèle, suppléant un État défaillant ?

* Cet article, qui s’inscrit dans un travail consacré à l’histoire de la pensée et du mouvement hygiénistes en France à partir de 1870, voudrait éclairer l’un des pans de l’activité de la Fondation Rockefeller qui, sous des appellations diverses, a été présente en France de 1917 à 1941. Les archives du Comité national étant, semble-t-il, perdues, nous avons puisé l’essentiel de nos sources aux papiers de la Commission Rockefeller conservés dans les archives de la Fondation, à New York, qui, par leur caractère unique et leur richesse, forment une documentation d’une ampleur et d’un intérêt exceptionnels pour tout chercheur travaillant sur la France de l’entre-deux guerres. Notre reconnaissance va tout particulièrement au Dr. J. William Hess, directeur-adjoint du Rockefeller Archive Center, ainsi qu’au personnel du Centre, pour leur si aimable accueil. Les auteurs tiennent à remercier également M^{mes} Noëlle Furet et Martial, du Comité national de lutte contre les maladies respiratoires, qui leur ont permis d’accéder à certains dossiers du Comité national.

1. Cf. Charles S. MAIER, *Recasting Bourgeois Europe*, Princeton University Press, 1975, p. 593. Henri CHARDON, *L’Organisation de la République pour la paix*, PUF, 1927, p. 20. Roger FRANCO, *Le Travail au pouvoir. Essai d’organisation technique de l’État démocratique*, Éditions de la Sirène, 1920, pp. 57-8.

Au sortir de la guerre, donc, les thèmes du modernisme technicien et organisateur qui ont noms : coordination, programmation, modèle contractuel, s'infiltraient dans la médecine sociale par les filières convergentes du Comité et des projets de révision de la loi de 1902. Héraut du réformisme hygiéniste, Léon Bernard personnifie cette convergence. Le professeur d'hygiène, qui vient de recevoir la chaire parisienne, déployait en effet de véritables talents d'ubiquiste : secrétaire général du Comité, il y élaborait un type d'administration de la santé publique que, par ailleurs rapporteur de la commission *ad hoc* chargée par le ministre de réviser la grande loi de salubrité, il tentait parallèlement de faire passer au sein de l'administration centrale. Inévitable dès qu'il s'agit d'hygiène, l'œil à tout, répandu en tous lieux, c'est à lui — frustré, dit-on, du maroquin de l'hygiène — que revient assurément, en ces années 1920-23, *le ministère de la parole*. Du reste, l'âge d'or du Comité a correspondu peu ou prou à la phase la plus vive du débat relatif à la révision de la « charte » de l'hygiène publique, la déroute momentanée des hygiénistes frottés de modernisme, vaincus après 1923 par l'inertie administrative et surtout parlementaire, venant s'inscrire dans le repli subséquent du Comité national sur la routine d'un comité ordinaire.

Cependant, pourquoi ne pas l'avouer, le cas de la propagande anti-tuberculeuse mis à part, fameuse surtout à cause du Timbre (fameuse aussi en ce qu'elle flattait adroitement le goût inné de tout écolier pour le tirage des sonnettes), ce ne sont point les modestes résultats enregistrés par le Comité sur le terrain concret de la prophylaxie qui auront pu retenir notre intérêt. Ce qui nous a paru digne d'attention est d'un ordre plus indirect, d'une essence plus oblique. Risquons le mot : qu'un comité d'hygiène sociale témoigne avec éloquence pour les tentatives de « réforme expérimentale » de l'administration, où s'allie l'irrésistible ascension des experts dans les arcanes du pouvoir et la non moins imparable tendance à corriger la carence technique des services publics par la création d'administrations spécialisées parallèles à la machine de l'État et originales par rapport à ses méthodes ; que de surcroît l'histoire du Comité nous fasse découvrir l'ampleur exceptionnelle qu'a revêtue dès 1917 l'action des experts de la Rockefeller, et ses effets sur l'évolution de l'appareil de la santé publique dans notre pays — voilà sans doute qui méritait que l'on s'y arrête.

UNION SACRÉE CONTRE PÉRIL TUBERCULEUX

Constitué le 22 décembre 1919, le Comité national succédait au Comité central d'assistance aux anciens militaires tuberculeux, créé en avril 1916, et dont les activités avaient été limitées à la durée de la guerre. De nouveaux statuts étaient adoptés et approuvés le 19 mars 1920 par le président de la République. « Le Comité national, lit-on dans le procès-verbal de l'assemblée générale constitutive, ainsi réorganisé, étend son action à l'ensemble de la population civile et poursuit ses travaux. » Son but, écrira Poix deux ans plus tard, « n'est pas de créer, ni de diriger les

divers organismes de lutte anti-tuberculeuse, mais de favoriser sur toute l'étendue du territoire leur création et leur fonctionnement en coordonnant les efforts locaux et en donnant des subventions suivant ses disponibilités ». D'un comité à l'autre, il fallut, outre de nouveaux statuts, renouveler le personnel et même, parfois, recréer de toutes pièces certains organismes départementaux, en remplacement des aimables salons qui bien souvent régnaient sur la philanthropie provinciale. A l'origine, le nouveau conseil de direction était composé de 39 membres issus de l'ancien Comité central, d'une demi-douzaine de nouveaux membres (médecins comme Bezançon ou Rist, politiques comme Herriot, etc.), et de quinze représentants mandatés par les organisations départementales, dont Henri Sellier, délégué de la Seine. Recherchant le soutien des médecins, le conseil invitait l'Union des syndicats médicaux de France à le rejoindre. Le directeur de la Rockefeller en France, et son adjoint, les docteurs Linsly R. Williams et Alexandre Bruno, étaient nommés membres de droit du conseil ; il était apparu, nous dit-on, « indispensable d'appeler, dans le conseil de direction du Comité national, des représentants de la Commission Rockefeller » — la liaison entre les deux organismes ayant été dès le départ on ne peut plus intime². S'il est un domaine, dans cette affaire, où les Français rendront des points à leurs collègues américains, c'est bien, nous allons le voir, dans l'art de la litote !

Afin de solenniser la constitution du Comité, et profitant au passage du renouvellement de l'Assemblée nationale, le conseil lançait immédiatement un vibrant *Appel aux élus du peuple de France et à tous les Français* :

Il faut que le nouveau Parlement sache que son premier devoir est de protéger les vies humaines, qui sont seules productrices de la richesse nationale (...) Nous n'avons pas le droit de laisser s'amoindrir le capital (...) Que la France entière mobilise, sans plus tarder, toutes ses forces pour vaincre la tuberculose et sauver ce qui lui reste d'enfants.

Et c'était signé :

Le président et les membres du conseil de direction du Comité national de défense contre la tuberculose : Léon Bourgeois, Léon Bernard, Calmette, Fuster, Herriot, Millerand, Georges Risler, Henri Sellier, Paul Strauss³.

Poix donne à la fin de son petit livre, paru en 1922, la liste des membres du conseil de direction du Comité, ainsi que celle des institutions, organismes et services publics affiliés. Cet attrayant générique rassemble, on le devine, la presque totalité du Gotha hygiéniste de l'après-guerre. Se pressent au Comité : Alexandre Millerand, chef du gouvernement, président

2. *Historique de la création et du développement du Comité central d'assistance aux militaires tuberculeux* (s.l.n.d.), dactyl., 22 p. (ci-après : *Historique*) ; également LÉON BERNARD, AG du 24 mars 1923, *Bull. du CNDT* (Agen, 1923), IV. L. WILLIAMS, « La Fondation Rockefeller pour la lutte contre la tuberculose en France », *Revue du Musée social*, février 1922, p. 15. AG du 22 décembre 1919, *Bull. du CNDT*, Masson, 1920, p. 6. GEORGES POIX, *L'Armement anti-tuberculeux français*, Masson, 1922, pp. 8-9.

3. *Bull. du CNDT*, Masson, 1920, pp. 3-4.

d'honneur du Comité aux côtés de Léon Bourgeois (qui vient de recevoir le prix Nobel de la paix), président en exercice. Paul Strauss, futur ministre de l'Hygiène, et Hébrard de Villeneuve, vice-président du Conseil d'État, sont l'un et l'autre vice-présidents honoraires, tandis que la charge effective en revient de concert à la marquise de Ganay et au député puis sénateur des Basses-Alpes, André Honnorat (qui succédera à Léon Bourgeois, en novembre 1925, à la tête du Comité, aux destinées duquel il présidera durant vingt-cinq ans, Georges Duhamel le remplaçant à sa mort), à Maurice Letulle, à Calmette (alors sous-directeur de l'Institut Pasteur) — deux des leaders de la phtisiologie française —, à Justin Godart, lui aussi futur ministre de l'Hygiène et ancien sous-secrétaire d'État au Service de Santé auprès de Millerand durant la guerre, enfin à Georges Risler, que le président lui-même avait appelé au Comité. Léon Bernard assume, avec Rossy, le secrétariat général. (Ce poste sera supprimé en 1923 après la nomination d'un directeur, et Léon Bernard élu alors vice-président.) Quant aux finances, confiées à Ernest Mallet, régent de la Banque de France et trésorier de l'ex-Comité central, pouvaient-elles tomber en de meilleures mains ? Enfin, n'oublions pas l'aréopage coutumier de personnalités de la politique, des lettres et des sciences : Henri Bergson, Anatole France, Léon Jouhaux, Pierre Loti, Joseph Paul-Boncour, Charles Richet, Jules Siegfried, indispensable triptyque sans lequel il n'est pas, en France, d'organisme charitable qui se respecte⁴.

Parcourons plus avant la liste des fondateurs du Comité. Parlementaires issus généralement de la gauche et du centre-gauche, administrateurs des ministères sociaux et organismes charitables, souvent liés aux premiers, mutualistes — cela va sans dire —, conseillers municipaux des grandes villes (Paris, Lyon), jeunes loups de la phtisiologie : c'est toute la palette colorée des idolâtres du « social » qui s'était donnée rendez-vous ici⁵, bientôt rejoints par quelques patrons eux aussi très sociaux, et par un ou deux journalistes. On y rencontre, par exemple, le « génie de la laïcité » en personne, Ferdinand Buisson, par ailleurs membre éminent de l'un des principaux lobbies hygiénistes de l'après-guerre, le Comité de propagande d'hygiène sociale, président de la Ligue des Droits de l'Homme et fondateur de cette Ligue française d'Éducation morale où l'on retrouve bon nombre de nos philanthropes. D'autres élus du peuple sont bien sûr couchés sur les tablettes du Comité. A tout seigneur, tout honneur : voici Louis Doizy, député des Ardennes et socialiste unifié, président de la Commission d'hygiène de la Chambre jusqu'en 1919 ; Clemenceau, paraît-il, en aurait fait volontiers son ministre de la santé, n'était le veto absolu du parti. Voici encore Grimanelli, futur rapporteur du projet sur les assurances sociales ; et encore Joseph Reinach, qui avait été, en

4. G. POIX, *op. cit.*, pp. 35-7 ; également *Bull. du CNDT*, Masson, 1921, liste des membres du Comité national. Étienne BERNARD, « Éloge d'Édouard Rist », *Bull. Acad. Méd.*, juin 1956.

5. Dans le sillage de l'ex-Comité central, le Comité national entendait coordonner le travail de « médecins, d'hygiénistes et de personnalités connues par leur bienfaisance ou leur esprit social » : Léon BERNARD, *La Défense de la santé publique pendant la guerre*, publication de la Dotation Carnegie, PUF, 1929, p. 245.

1912, président du groupe de la Chambre pour la défense contre la tuberculose. Parmi les administrateurs, citons Arthur Fontaine, et Édouard Fuster, aux multiples talents, homme-lige de Léon Bourgeois et de Henri Sellier : lors de la transformation du Comité en 1920, il démissionnera du bureau au profit de Calmette. Citons encore Paul Juillerat, l'un des pionniers de la statistique sanitaire à la préfecture de la Seine, et le « remarquable » Lucien March, directeur de la Statistique Générale de la France, sans oublier Jules Brisac, ancien directeur de l'Assistance et de l'Hygiène de 1914 à 1919, organisateur avec Léon Bernard des « stations sanitaires » pour les réformés tuberculeux durant la guerre. La mutualité, présence obligatoire, est représentée par son président, Léopold Mabillean, également directeur du Musée Social. Passons maintenant aux philanthropes : le milieu parisien est là au grand complet, qui aligne M^{lle} Chaptal, Louis Dausset, conseiller général puis sénateur de la Seine, Ambroise Rendu, Gustave Mesureur, socialiste « sage et pratique » et directeur itou de l'Assistance publique. A ce groupe, joindre Édouard Herriot, que ses fonctions à la tête de la municipalité lyonnaise ont achevé de transformer en ce « sympathisant de l'hygiène » convaincu et auto-proclamé. Quant à la phtisiologie, mis à part Jules Courmont et Louis Landouzy (tous deux morts en 1917), et Maurice Letulle, elle aligne, elle, la jeune génération : Louis Guinon, et les deux jeunes et pimpants chefs du service anti-tuberculeux de Laënnec : Léon Bernard et Édouard Rist. En complément de tableau, le Comité recrutera en 1922, avec la création d'un bureau de la propagande, toute une brochette d'hommes d'affaires : Louis Forest, directeur du *Matin*, André Michelin, Maurice Lazard, Lepel-Cointet, l'imprimeur ami des Martin-du-Gard⁶.

Au vrai, l'historien ne saurait que faire de cette provende pour écho-tier, si la géographie mondaine du Comité ne lui réservait au moins un enseignement notable. En effet, parmi les quarante-sept noms qui figurent sur la liste du conseil de direction du Comité, seize sont aussi des militants de l'Alliance d'hygiène sociale et même, pour treize d'entre eux, des membres de son conseil d'administration ; 34 % du conseil de direction du Comité est ainsi composé par des adhérents de l'Alliance ; 27 %, par des dirigeants de l'organisation-mère de l'hygiène sociale française. Notons donc la remarquable permanence du personnel des comités d'hygiène : le noyau de l'ex-Comité central avait été formé par des personnalités issues de la Commission permanente de préservation contre la tuberculose créée en 1903, et nous venons d'indiquer qu'une quarantaine de sociétaires de

6. G. POLX, *op. cit.* F. Buisson : cf. J. E. S. HAYWARD, « Educational pressure groups and the indoctrination of the radical ideology of solidarism, 1895-1914 », *Intern. Rev. of Soc. Hist.*, VIII (1963), 11-3. Jean JOLLY, *Dictionnaire des parlementaires de 1889 à 1940* (Paris, 1960-77), art. « Doizy ». J. REINACH, cf. *Bull. All. hyg. soc.*, avril-juin 1912, p. 87. FUSTER : cf. *Historique*, 12. P. JUILLERAT : cf. Lion MURARD et Patrick ZYLBERMAN, « Les Murs qui tuent », *Les Cahiers médico-sociaux*, 27^e année, n° 4 (1983), Genève, pp. 285-94. L. MARCH : cf. Alfred SAUVY, *De Paul Raynaud à Charles de Gaulle* (Tournai, Casterman, 1972), 28. Herriot : cf. *Le Mouvement sanitaire* (ci-après : MS), mars 1926, 123. Alexandre BRUNO, *La Mission américaine Rockefeller en France et l'effort français (1917 à 1925)*, thèse médecine (Paris, 1925), p. 172 (ci-après : BRUNO (1925)).

ce Comité central étaient au nombre des fondateurs du Comité national qui a pris la relève. Effet de la guerre, l'« Union sacrée contre le péril de la tuberculose » — l'expression est d'Édouard Herriot⁷ — n'est ainsi que l'une des apparences de cette *société* hygiéniste, extraordinairement stable, parcourant son orbite autour du *mouvement* sanitaire, et franchissant d'une seule enjambée l'espace qui sépare la Belle Époque de la fin des années 1920.

La mort des caciques (Léon Bourgeois meurt en 1925, Calmette et Roux en 1933, Léon Bernard en 1934) sonnera le glas de cette période où l'hygiène mêlait en France des instruments nouveaux (dispensaires, etc.) à des modes d'organisation anciens caractéristiques de la bienfaisance et des œuvres charitables. Et ainsi s'achève la longue durée du système de la bienfaisance, où le mouvement antituberculeux des années 1920 répond, par-delà les époques, au solidarisme de 1900 et à l'humanitarisme de 1770. Constituant son activité dans le sillage de la loi de 1916 sur les dispensaires d'hygiène sociale, et cependant fonctionnant à la manière traditionnelle des sociétés philanthropiques, — spécimen tardif d'une espèce sur le point d'être à jamais engloutie, — le Comité national de défense contre la tuberculose fait figure d'organisme de transition entre deux régimes de l'économie sociale : ce n'est plus vraiment l'ancien régime philanthropique et privé, et ce n'est pas encore la manière nouvelle, publique, administrative et technique.

UN ORGANE CONCEPTUEL PLUTÔT QU'ADMINISTRATIF

Héritier de la guerre, donc, et organisateur avant toute chose ; ennemi de la dispersion des œuvres, sourcilleux quant aux doubles emplois, attaché à la division scientifique du travail : tel se présente le Comité au naturel. Lui-même n'est-il pas le produit d'une simplification institutionnelle du petit monde anti-tuberculeux ? Schéma quelque peu enjolivé, peut-être, de la naissance du Comité que nous livre la plume de son secrétaire général-adjoint, Poix :

Depuis la fusion qui s'est faite après la guerre de toutes les œuvres anti-tuberculeuses, qui souvent s'ignoraient les unes les autres, il n'existe plus à l'heure actuelle à Paris que deux grandes œuvres anti-tuberculeuses : l'« Œuvre de la tuberculose » d'une part, comprenant la section d'études scientifiques de la tuberculose, qui est la commission technique du Comité national et dont l'organe, la *Revue de la tuberculose*, contient tout le mouvement scientifique afférent à la tuberculose ; le Comité national, d'autre part, qui assume toute l'action sociale de la lutte en coordonnant les efforts dispersés et en centralisant l'action des Comités départementaux et dont l'organe est le *Bulletin*.

A l'échelon national revient la tâche de « stimuler, comme le déclare Léon Bernard lors de l'assemblée générale du Comité du 18 mars 1922, l'organisation dans chaque département de comités semblables », puis de

7. Édouard HERRIOT, *Créer*, Payot, 1920, I, p. 172.

coordonner les initiatives locales — sa fonction étant par conséquent d'ordre essentiellement *conceptuel*. « Tout en respectant, écrit Poix, l'autonomie et la liberté des organisations départementales, le Comité national constitue l'organisme central qui détermine l'application d'un plan de lutte anti-tuberculeuse unique, rationnel et méthodique, accepté par tous ». Le plan en question consiste en « la répartition des dispensaires basés sur le taux de mortalité par tuberculose », *suprema lex* de tout l'édifice anti-tuberculeux. Cette formule était celle que Léon Bernard avait défendue, en 1913, à la Commission de la tuberculose du Conseil général de la Seine, et que l'Office public d'hygiène sociale de la Seine devait reprendre à son compte en 1920. Les tâches de coordination et de centralisation de la lutte, remplies par le niveau parisien, reposent donc entièrement sur l'impératif de programmation des objectifs et des moyens qui constitue son apanage. En somme, tout le travail d'organisation effectué par le Comité national a pour condition *sine qua non* la fonction d'expertise qu'exerce sa commission exécutive — autrement dit ses dirigeants : Calmette et Léon Bernard. C'est ce que Poix exprime avec un tact digne d'éloge, en déclarant dans sa brochure que le Comité national « forme avec les organisations locales un lien moral et technique qui ne devient un lien financier que par la participation qu'il peut prendre à leurs dépenses »⁸.

Marier la méthode avec l'association : cette idée, qui n'est pas sans antécédent du côté de l'Alliance d'hygiène sociale, l'état-major du Comité la fait sienne sans réserve. « La pratique de la lutte anti-tuberculeuse, explique Poix, a démontré au Comité national qu'il lui était impossible de se tenir directement en liaison avec chacun des organismes anti-tuberculeux répartis sur tout le territoire, et que d'autre part ces organismes avaient besoin d'avoir une direction commune, dont le siège ne fut pas trop éloigné ». D'où la création d'organisations départementales « rassemblant toutes les personnalités locales (...) susceptibles d'apporter à l'œuvre un appoint matériel et moral ». Trois formules président à leur constitution : association privée agissant « en connexion avec les autorités officielles » (méthode la plus répandue et, ceci expliquant peut-être cela, qui a la préférence des Américains), organismes administratifs, ou enfin organismes publics (cas de l'O.P.H.S. de la Seine), autonomes du point de vue civil et comptable (cette dernière formule étant la plus rare). A ces organismes revient la tâche de « coordonner et de diriger » tous les efforts locaux. Chaque organisation locale reproduit ainsi — à l'exception du rôle dirigeant qu'elle assume seule — les fonctions propres à l'échelon central : coordination, planification et uniformisation des méthodes, etc. Cet organigramme, qui n'est pas sans faire penser au projet contemporain dû à Étienne Clémentel de fédération industrielle constituée par une pyramide d'associations fondées sur des comités régionaux et sectoriels émanés des Chambres de commerce (le terme de « fédération » sera du reste appliqué au Comité par Louis Guinon en 1925), « déconcentre » la struc-

8. G. POIX, *op. cit.*, pp. 8-9. L. BERNARD, AG du 18 mars 1922, *Bull. du CNDT*, Masson, 1921, IX. Répartition des dispensaires : POIX, *op. cit.*, p. 13. *Ibid.*, p. 9.

ture centrale et décentralise la fonction de direction. A l'organe central demeurent réservées, toutefois, les tâches de représentation des comités locaux auprès de l'administration, « et particulièrement auprès du Ministère de l'Hygiène », où le Comité national « peut utilement intervenir »⁹.

De cet examen rapide, il ressort qu'à tous égards le plan d'organisation départementale du Comité enregistre ce fait capital pour l'hygiène sociale des années 1920, savoir que la protection de la santé publique, lorsqu'elle existe, reste encore essentiellement une réalité locale ; ou, si l'on veut, qu'elle est l'apanage d'une « poussière de petites républiques autonomes élevant entre elles des cloisons étanches »¹⁰. Toute l'action du Comité, ou plus exactement de sa commission exécutive, a donc consisté à tenter de contrecarrer cette dispersion politique de l'organisation anti-tuberculeuse, en privilégiant constamment *l'uniformité des méthodes* d'action et d'organisation ; à tenter de lier la mosaïque des organisations locales par le ciment de la technicité. C'était là déjà le jeu de la Rockefeller, et celui de l'O.P.H.S. de la Seine. Ce sera également la revendication constante du mouvement hygiéniste dans son ensemble : uniformisation des méthodes et unité du commandement. Toute la structure d'autorité du Comité national tient dans les paliers de ce processus : décentraliser la direction du travail, stimuler l'autonomie locale — mais concentrer, en revanche, entre les mains de sa commission exécutive les instruments du contrôle technique. Une inspection technique, mise en place à l'instigation de la mission américaine, doublera ainsi « l'obligation, pour les organisations départementales, d'envoyer régulièrement des rapports sur leur action », et d'adresser, de surcroît, un compte rendu annuel de leur fonctionnement au ministère de l'Hygiène. En réalité, à la fin de l'année 1921, c'est encore par l'entremise de la mission Rockefeller, seul organisme en mesure de connaître les besoins des départements, que des copies des rapports des comités locaux adressés à la mission sont transmises au ministère et au Comité national. Et ce n'est qu'à partir de 1925 que l'inspection technique des dispensaires réalisée par l'organisme central servira à répartir entre les comités départementaux les subventions recueillies par l'échelon parisien¹¹.

LE STYLE DE L'EXPERT

A plusieurs reprises déjà, nous avons rencontré au détour d'un passage le nom de telle ou telle vedette du réformisme technocratique de l'après-

9. POIX, *ibid.*, pp. 10-1. Méthode préférée des Américains : L. BERNARD, *La Défense...*, *op. cit.*, p. 252 ; AG du 18 mars 1922, *loc. cit.*, II. Coordination : POIX, *op. cit.*, p. 33. Planification des méthodes : L. BERNARD, AG du 24 mars 1923, *loc. cit.*, v. Clémentel : cf. Ch. MAIER, *op. cit.*, p. 74. Louis GUINON, « La Médecine sociale », in SERGENT *et alii*, *Traité de pathologie médicale et de thérapeutique appliquée*, Maloigne, 1925, p. 6. POIX, *op. cit.*, p. 8.

10. J. ALBERT-WEIL, *Paris-Médical*, 24 mars 1934.

11. Williams à Rose, 21 février 1921, Rockefeller Foundation Archives (ci-après : RFA), R.G.1.1., série 500 T France, boîte 27, chemise 261. G. POIX, *op. cit.*, 11. Williams à Rose, 4 novembre 1921, RFA, R.G.1.1., série 500 T France, boîte 27, chemise 262.

guerre. Elles inspirent, en effet, très directement les têtes pensantes (le pluriel est peut-être ici excessif) du Comité. Certains de ces réformateurs sont d'ailleurs de proches compagnons de route du mouvement hygiéniste. Quant à la communauté des idées, comment ne pas apparenter, par exemple, la notion du Comité national, coordinateur et planificateur, à l'idée du plan conçu dès 1919 par Clémentel (qui, incidemment, sera en 1929 le très actif vice-président du Comité national) comme un « organe conceptuel plutôt qu'administratif » ? Ou bien encore, à la direction de la production du ministère du Commerce, imaginée selon une formule identique ? Prenons un autre exemple : Herriot, membre du Comité dès sa création et fervent lecteur de nos hygiénistes, et notamment de Léon Bernard. N'est-ce pas lui qui déclarait, en 1920, que « la France s'est lassée à discuter sans fin des problèmes de forme politique sans voir leur lien avec les problèmes centraux d'organisation » ? N'est-ce pas le même, avocat du gouvernement des experts, qui, consacrant dans son livre, *Créer*, un chapitre à la tuberculose, s'écrie : « Une fois de plus, nous demandons de l'ordre et un plan » ? Le même encore qui avertit que « la physiologie nous apparaît, désormais, comme un élément essentiel de la politique » ? A l'unisson de l'homme d'État, l'hygiéniste proclame, lui, que l'hygiène « désormais doit diriger la vie même de la Cité ». Chœur admirable ! Il y aurait décidément bien des choses à dire sur cette symbiose, accélérée par la guerre, de l'hygiène et de la « politique expérimentale ». Une foi commune en l'organisation, une orientation résolument pragmatique, une même idéologie (l'utilitarisme), un but identique (la rationalisation de l'exercice du pouvoir — ou mieux, de la gestion sociale — par la réforme administrative) rassemblent autour d'un même drapeau nos organisateurs et leurs émules hygiénistes. Entre l'hygiène sociale et la « politique » des technocrates, il ne s'agit donc pas simplement d'analogie — mais de relations de contiguïté et d'échange, intellectuelles et personnelles, fondées sur une communauté de style : le style de l'expert pour qui, comme le dit alors Jouhaux, « les systèmes politiques s'effacent devant la concrète réalité »¹².

On ne peut s'empêcher encore de songer à ce que l'autre après-guerre appellera une « administration de mission ». Organisation légère, concrète, sollicitant l'initiative, fondée sur le mouvement de pensée d'un homme ou d'une équipe : n'est-ce pas là un portrait assez ressemblant du Comité national, du moins à ses débuts ? Ses objectifs proclamés ne visaient pas seulement, en effet, à réagir aux carences de l'État en matière de politique sanitaire ; fermement éperonné, il est vrai, par l'Oncle Sam, il a voulu s'atteler à la tâche d'organiser l'espace sanitaire national, d'animer, d'harmoniser l'action de toutes les composantes de la lutte anti-tuberculeuse : œuvres, administrations, élus, notables. De là qu'il ait privilégié la coordination aux dépens de la subordination ; et qu'il ait

12. Clémentel : AG du 16 mars 1929, *Bull. du CNDT* (1929), 267 ; Richard F. KUISEL, *Capitalism and the State in modern France*, New York, Cambridge University Press, 1981. HERRIOT, *op. cit.*, I, p. 19, p. 177, p. 179 ; cf. MAIER, *op. cit.*, p. 98. L. BERNARD, *Revue d'hygiène* (ci-après : *RH*), avril 1920, p. 214. JOUHAUX, *apud* HERRIOT, *op. cit.*, I, p. 36.

voulu établir entre lui-même et les divers organismes engagés dans la lutte des liens contractuels, basés sur le principe directeur d'un plan, d'un « programme uniforme et méthodiquement appliqué », pierre de touche de sa doctrine. On aurait tort, par conséquent, d'assigner comme le fait Pierre Grémion, à ces schémas d'« administration de mission » un âge identique au vocable qui sert depuis 1950 à les désigner. C'est antérieurement qu'il faut, selon nous, en fixer l'origine : dans le foisonnement des services extérieurs légués par la Grande Guerre, remplissant leurs tâches conceptuelles ou techniques, non pas en dehors, ni véritablement en dedans, mais à côté de l'administration ; bref, dans le sillage de l'économie de guerre, où les thèmes de la rationalisation de l'urgence voisinaient avec les projets de réforme administrative¹³.

Les idées que nous venons d'évoquer sont bien celles de l'aile marchante du Comité. Ce sont celles de sa commission exécutive ou, mieux encore, celles de ses leaders. Moins accusé évidemment serait le profil du membre ordinaire. Et pourtant, nous n'avons nullement affaire à quelques beaux projets d'école, aussi séduisants qu'impraticables. L'Office national d'hygiène sociale continuera à partir de 1924 à avancer dans la voie ouverte par le Comité. Mieux même, l'idée de la nature et du mode de fonctionnement de l'organisme administratif appelé à diriger la santé publique conformément aux vœux des hygiénistes s'est, selon toutes probabilités, fixée à la grande époque du Comité. Il est symptomatique, en effet, que, dessinant en octobre 1930 devant le VIII^e congrès de la Fédération des blessés du poumon et chirurgicaux — qui suit « religieusement », nous dit-on, les paroles de l'orateur — le schéma idéal du ministère de la santé publique (recréé au mois de mars par Tardieu), Henri Torrès ait fait appel à des idées aussi familières de la rue Notre-Dame-des-Champs qu'ignorées par les bureaux de l'ex-rue Saint-Romain. Le ministère de la santé publique devait, selon le « prestigieux » avocat, reposer sur deux grands principes : l'autorité et la technicité (entendez : sur des services techniques compétents, et sur l'autorité directe du ministre, coiffant maires et préfets). « Dans un ministère, disait M^e Torrès, il faut des chefs techniciens responsables et des dactylos pour taper les lettres. C'est tout. » Au ministère était assigné un certain nombre d'objectifs techniques, comme la réunion des inventaires sanitaires, l'inspection technique, l'établissement de « programmes d'action » à l'échelon national, départemental, et même régional, la régionalisation étant comprise, selon ce plan, dans la hiérarchie des inspections d'hygiène. Mais l'objet du ministère était « surtout la propagande et l'éducation » ; quant aux subventions, leur nécessité devait être jugée cas par cas, « selon les résultats ». Enfin, concluait l'avocat en martelant ses formules, rien ne sera possible si « l'on ne commence par le commencement : c'est-à-dire par la réorganisation des services centraux qui doivent 'secréter une doctrine', coordonner les actions privées avec les publiques ». Nul ne s'étonnera d'entendre Léon Bernard, président du congrès, se déclarer « complète-

¹³ G. POIX, *op. cit.*, p. 5. Pierre GRÉMION, *Le Pouvoir périphérique*, Le Seuil, 1976, pp. 353-54. Pierre RENOUVIN, *Les Formes du gouvernement de guerre*, PUF, 1925, pp. 56-8.

ment d'accord » avec l'orateur. Et l'on présume aussi que ce discours n'a pas dû déplaire à l'un de ses jeunes élèves, Xavier Leclainche, alors représentant du ministre au congrès de la Fédération, et l'un des animateurs de l'Office national d'hygiène sociale¹⁴.

PROGRÈS EN AUTORITÉ ASSEZ LENTS

Jusqu'ici, nous avons fait comme si le Comité n'avait tiré sa substance que de lui-même ; comme s'il avait été l'auteur de son propre destin. Eh bien, nous avons eu peut-être tort ! Oui, car nous négligions alors un peu trop la Fondation Rockefeller ; or, l'action de cette modeste institution n'a pas été totalement étrangère à l'évolution d'un organisme qu'elle a, comme le notait Williams euphémiquement, contribué à « mettre sur la bonne voie »¹⁵.

En vérité, les progrès furent lents au Comité, très lents. Au point d'irriter les Américains qui supportaient mal la sublime inefficacité de ses méthodes. Gunn écrivait en mars 1920 :

Le Comité national me donne toujours bien du souci et demande beaucoup de patience. Ils perdent un temps fou à discuter de détails infimes et n'ont pas encore saisi que leur rôle est d'organiser, de stimuler, de mettre sur pied la propagande, au lieu d'envisager, comme le font beaucoup d'entre eux, leur avenir en tant qu'institution semi-officielle distribuant des subventions octroyées par le gouvernement.

Non sans peine, les Américains parvenaient à faire adopter par l'échelon central, en décembre 1920, quelques règles de bon sens (autonomie des subventions pour les organismes locaux, approbation des statuts, recours à une infirmière diplômée et à un laboratoire), permettant d'accroître le nombre des comités départementaux affiliés. « Tout cela est le résultat de notre travail, faisait remarquer Gunn, bien que nul au Comité ne le sache. »¹⁶

Un peu plus tard, la situation s'améliorait légèrement. En juin, Williams écrivait que, si la mission Rockefeller était toujours mieux connue dans les départements, « cependant, depuis six mois, il apparaît de plus en plus nettement que le Comité national prend une importance plus grande dans l'action anti-tuberculeuse en France ». Or, tout dépendait, en ces années cruciales, de la volonté, — et du savoir-faire, — de ses dirigeants pour établir des relations convenables et productives avec les départements, de telle sorte que le Comité en retire un caractère vraiment

14. MS, octobre 1930, 590-91. Léon Bernard donnera une préface à Henri Torrès pour son ouvrage *La Santé publique*, paru en 1931, où sera reprise la communication citée. Rue Saint-Romain : siège du premier ministère de l'Hygiène, 1920-24.

15. Williams à Heiser, 13 octobre 1919, RFA, R.G.1.1., série 500 T France, boîte 26, chemise 258. Linsly Williams fut directeur de la mission Rockefeller en France de mars 1919 à sa dissolution, fin 1921.

16. Gunn à Heiser, 20 mars 1920, RFA, R.G.1.1., série 500 T France, boîte 26, chemise 259. Selskar Gunn, directeur-adjoint de la mission Rockefeller en France, sera de 1922 à 1932 directeur du bureau parisien de l'International Health Board (Fondation Rockefeller).

*national*¹⁷. Pour les Américains, en effet, les difficultés initiales du Comité étaient dues au fait qu'il « représente Paris et non la province ». D'où leur tactique : « stimuler les fédérations locales, ce qui en retour stimulera le centre et le poussera à être plus actif ». Oh hisse ! devait se dire Williams qui, en novembre 1921, se plaignait encore que Calmette et Léon Bernard — les deux patrons du Comité — demeurent parfaitement étrangers aux progrès accomplis dans les départements¹⁸. Il faut dire qu'en juin 1920, 15 départements sur 89 étaient représentés au conseil de direction du Comité. A sa manière énergique, le directeur de la mission américaine, que cette situation inquiétait beaucoup, décidait d'y remédier en organisant à Nantes, en juillet, un congrès de tous les comités départementaux anti-tuberculeux de l'Ouest (Finistère, Côtes-du-Nord, Ille-et-Vilaine, Mayenne, Morbihan, Maine-et-Loire, Loire-Inférieure). Soixante visiteuses d'hygiène, trente médecins, trente délégués des comités départementaux se réunissaient ainsi en une fédération inter-départementale. Grâce à cette initiative, les comités départementaux voyaient leur prestige augmenter, et le Comité national décidait même de tenir chaque année son congrès dans une ville de province différente : Rennes était choisie pour 1921. C'était là évidemment le signe, pour Bruno, que la représentativité nationale du Comité allait devenir « dans le futur » chose bien réelle. « Pour ceux qui ont été les témoins des débuts du Comité national, ajoutait-il, ce changement d'attitude est tout à fait significatif, et très prometteur pour l'avenir. »¹⁹

En fait, il faudra encore attendre deux ans (jusqu'en mars 1923) avant que le Comité ne vienne à résipiscence, et sanctionne la représentativité des organismes provinciaux par une modification de ses statuts ; chaque comité départemental enverra dès lors un délégué au conseil de direction qui, désormais, sera élargi à 40 membres (en plus des représentants départementaux), tous désignés par l'assemblée générale. A l'instigation de Bruno, toujours, et avec l'aide d'Evrot, pour l'occasion transféré de la rue de Berri à la rue Notre-Dame-des-Champs, le Comité national créait en 1921 un bureau d'organisation départementale. Un an plus tard, le Comité paraissait mieux établi dans le pays, encore que trop peu connu dans les départements. Enfin, l'année 1922, et plus encore 1923, allaient marquer de sensibles progrès dans l'acquisition par le Comité d'une surface nationale. Le Comité « devrait devenir de plus en plus important

17. Le docteur Williams soulignait, en juin 1920, que le Comité national « pendant longtemps n'a pas vu la nécessité de passer avec chaque comité départemental un accord spécifique, précisant les méthodes qui auraient à guider l'action locale sous la direction du Comité national. Mais, depuis maintenant six semaines, tout cela commence à passer dans les faits ». (Williams à Rose, 2 juin 1920, RFA, R.G.1.1., série 500 T France, boîte 26, chemise 259.)

18. Williams à Heiser, 15 juillet 1920, RFA, R.G.1.1., série 500 T France, boîte 26, chemise 259. Williams à Rose, 26 novembre 1921, RFA, R.G.1.1., série 500 T France, boîte 27, chemise 262.

19. A. BRUNO, Annual Report (1920), RFA, R.G.1.1., série 500 T France, boîte 70, chemise 272. Williams à Rose, 6 novembre 1919, RFA, R.G.1.1., série 500 T France, boîte 26, chemise 258. Williams à Heiser, 15 juillet 1920, *loc. cit.* A. BRUNO, Annual Report (1920), *loc. cit.*, p. 36.

avec le temps », constatait Gunn en mai 1923. En 1920, plus de 500 nouveaux membres avaient rejoint le Comité ; en 1924, celui-ci en comptera 7626. « Depuis cette époque, apprend-on, un contact plus étroit s'est établi entre les organisations départementales et le Comité national. » Nonobstant, rien n'était vraiment réglé. « Ils doivent encore faire face, précisait Gunn en mai 1923, à une opposition considérable de la part des départements, opposition provoquée par leurs propres méthodes autocratiques. »²⁰ De là qu'une invincible perplexité, qu'une sorte d'hésitation, et même, pour tout dire, qu'un certain scepticisme envahissent l'esprit de l'historien.

Les très réels progrès intervenus entre 1920 et 1923 dans l'organisation anti-tuberculeuse des départements sont-ils à mettre à l'actif du Comité national ? Dans son rapport d'activité de 1920, Alexandre Bruno rétablit la réalité des faits sans s'embarrasser d'une inutile pudeur : « les relations plus étroites, note-t-il, entre le Comité national et les divers organismes locaux et départementaux sont pour beaucoup le résultat de notre propre action ». C'était du reste Bruno lui-même, on l'a vu, qui avait conçu le schéma d'organisation départementale, que le Comité devait ensuite faire sien. Aussi, lorsque Calmette, lors d'une conférence donnée par Williams au Musée social en 1922, déclare : « Aujourd'hui, il y a dans toute la France un réseau important d'œuvres qui fonctionnent sous la direction technique du Comité national », mettant cette réalisation au crédit du Comité et de la Rockefeller *ex aequo* — disons-le tout net : l'inventeur du BCG galèze !²¹ Les quelques maigres statistiques que délivrent le Comité ou la Rockefeller (celles-ci moins fragmentaires) confirment, en effet, l'impression retirée de la lecture des correspondances de Williams et de Gunn avec le centre new-Yorkais. Ce que montre le tableau suivant :

	Affiliées au Comité	Créées ou organisées par la mission Rockefeller
1918	24	} 21
1919	30	
1920	47	53
1921	74	60
1922	77	65

TABLEAU I. — Organisations départementales existantes en 1922, affiliées au Comité national, et créées ou organisées en collaboration avec la Commission Rockefeller en France. Sources : Léon Bernard, Comité national, assemblée générale du 23 mars 1923 ; Bruno, Bureau of Departmental Organization Report, 31 décembre 1922.

20. AG du 24 mars 1921, *loc. cit.*, XVI. A. BRUNO, Bureau of Departmental Organization Report (31 décembre 1922), RFA, R.G.1.1., série 500 T France, boîte 32, chemise 275. Rue de Berri : siège de la mission Rockefeller à Paris ; rue Notre-Dame-des-Champs : siège du CNDT. Gunn à Russell, 3 mai 1923, RFA, R.G.1.1., série 500 T France, boîte 27, chemise 264. 500 membres : WILLIAMS, Annual Report (1920), RFA, R.G.1.1., série 500 T France, boîte 30, chemise 271. 7626 membres : AG du 21 mars 1925, *Bull. du CNDT* (Agen, 1925), xxiv. *Historique*, p. 16. Gunn à Russell, 3 mai 1923, *loc. cit.*

21. A. BRUNO, Annual Report (1920), *loc. cit.*, pp. 46-7 ; et *ibid.*, p. 44. Calmette, *apud* WILLIAMS, *Rev. Musée soc.*, art. cité.

D'autres sources apportent des chiffres quelque peu différents, sans néanmoins remettre en cause les ordres de grandeurs. Ainsi Williams précise-t-il dans son rapport d'activité de 1920 que la mission américaine a créé ou contribué à l'organisation de 15 comités départementaux en 1918-19, et de 31 en 1920, deux départements ayant été organisés cette année-là par le Comité national. Dans son rapport de 1921, Bruno indique quant à lui que ce sont 14 comités départementaux qui ont été organisés en 1921 grâce à la Rockefeller ou avec son aide. De toute façon, l'on constate aisément que 84 % des créations d'organisations anti-tuberculeuses dans les départements sont l'œuvre de la mission américaine entre 1918 et 1922 ; qu'à cette date, 82 % du pays étant organisé (du moins théoriquement, certains comités locaux vivant d'une vie toute nominale), 69 % du territoire, y compris les départements algériens, a été doté d'un organisme anti-tuberculeux grâce à l'action des Américains²².

Ce constat peu amène est corroboré par la relation stricte existant entre le soutien financier accordé par la mission Rockefeller aux divers départements durant cette période, et la distribution des comités départementaux dans l'ensemble du territoire métropolitain, telle qu'elle ressort des cartes dressées en 1922 par Moine, le statisticien du Comité²³. Nous résumons cette relation dans le tableau ci-dessous :

		Départements		
		Possédant un comité départemental	Ne possédant pas de comité départemental	Total
Départements	subventionnés par la Rockefeller	56	2	58
	non-subventionnés par la Rockefeller	20	12	32
	TOTAL	76	14	90

TABLEAU II. — *L'organisation départementale anti-tuberculeuse et le financement américain, 1918-1922.* Source : Bruno, 1922.

On aura noté, à la lecture de ces cartes, la très nette décélération des efforts américains à partir de 1921. La mission Rockefeller en France s'attachera, en effet, après cette date d'abord à consolider les organismes existants plutôt qu'à en créer de nouveaux, en raison non seulement du manque de personnel qualifié, mais surtout des instructions très pré-

22. WILLIAMS, Annual Report (1920), *loc. cit.* Vie toute nominale : POIX, *op. cit.*, p. 12.

23. Cf. A. BRUNO, Report (31 décembre 1922), *loc. cit.*

cises du Board new-yorkais, qui lui avait enjoint, ce dès la fin de l'année 1919, de n'accorder de subventions aux organisations françaises que « pour un temps limité » (le budget de la commission américaine étant censé aller en décroissant), et de passer aussi vite que possible le relais financier aux Français. « Se souvenir constamment que notre action en France est *temporaire* », recommandait-on à Williams en septembre 1919²⁴.

L'IMPLANTATION DU COMITÉ DANS LES ANNÉES 1920

La carte dressée par Moine indiquant les départements qui possèdent, en 1922, une organisation anti-tuberculeuse diverge quelque peu de celle publiée par Poix la même année. Chez ce dernier, la Dordogne, le Tarn et le Gers sont dotés d'un comité départemental, tandis qu'à l'inverse la Charente-Inférieure, le Lot-et-Garonne, la Haute-Garonne, les Pyrénées-Orientales, la Moselle, le Jura et l'Oise en sont dépourvus. Cependant, le travail de Moine paraît le plus fiable. Ainsi le Gers était-il encore inorganisé en 1929, de même que les Landes, « conquis » l'un et l'autre en 1933. En 1925, neuf départements du Centre-Sud étaient encore démunis de comité départemental. Notons, toutefois, que deux départements parmi les inorganisés, l'Allier et le Tarn, s'étaient vus dotés chacun en 1921 par leurs conseils généraux d'un budget anti-tuberculeux de 20 000 francs²⁵.

L'implantation du Comité national en 1922, l'influence américaine dans les départements et sa progression entre 1918 et 1922 que révèlent ces cartes, décalquent — et pour cause — les mêmes tendances mises à jour par la carte des dispensaires établie elle aussi par Moine pour la même période. En outre, prise en 1922, cette photographie de l'implantation provinciale du Comité est révélatrice du réel travail d'organisation déployé jusqu'à cette date au nom du Comité national. Après 1927, le test eut été moins éloquent, l'impressionnant succès financier remporté par la campagne du timbre anti-tuberculeux ayant fini par convaincre bien des conseils généraux réticents et par accélérer la reddition des derniers réfractaires.

D'ailleurs, faut-il qualifier de *réfractaires* la quinzaine de départements encore inorganisés en 1922 ? Le vocable ne paraît pas injustifié, sachant que sept d'entre eux au moins ont été visités par les équipes de propagande de la Rockefeller entre 1918 et 1922. D'autant qu'il faut aussi tenir compte de l'hostilité de la corporation médicale à l'encontre de l'hygiène sociale, suffisamment forte parfois pour mettre en échec les volontés les plus tenaces. C'est aussi ce qu'expliquait Honnorat aux dirigeants de la Rockefeller en janvier 1927 : la situation dans son département (les

24. Williams à Rose, 21 février 1921, RFA, R.G.1.1., série 500 T France, boîte 27, chemise 261. Minutes of the IHB, Working program for 1920, Tuberculosis in France, 21 octobre 1919, p. 19145, RFA, R.G.1.1., série 500 T, boîte 25, chemise 246. Rose à Williams, 22 septembre 1919, RFA, R.G.1.1., série 500 T France, boîte 26, chemise 258.

25. AG 16 mars 1929, *Bull. du CNDT* (1929), p. 269. *Historique*, p. 20. EVROT, *Rev. hyg. proph. soc.* (1925), pp. 45-9. BRUNO, Annual Report (1921), RFA, R.G.1.1., série 500 T, boîte 30, chemise 272.

Basses-Alpes) « a été dans le passé, disait-il, très difficile étant donné la véritable hostilité des médecins à la mise en place de toute politique sanitaire » ; la mentalité de la profession, ajoutait-il, était en train de changer : le pauvre ne pouvait prévoir le cyclone déclenché en 1930 par le vote de la loi sur les assurances sociales²⁶ ! Au demeurant, ce facteur est fort malaisé à saisir. Si nous possédons quelques témoignages, épars mais convergents, quelques remarques récurrentes des Américains sur la mentalité de la corporation médicale, nulle donnée de portée générale ne permet d'affirmer que les médecins se sont opposés, parfois victorieusement, à la constitution des *comités* anti-tuberculeux dans les départements considérés.

A dire vrai, la géographie du Comité national ne devient réellement parlante que lorsqu'on la rapproche, d'une part de la carte de la tuberculose « rurale » (frappant les communes de moins de 5 000 habitants) dressée en 1911 par Fuster et, d'autre part de la formation, désordonnée et inégale, des services territoriaux de l'hygiène. En effet, à l'opposé des départements du nord et surtout du nord-ouest, les départements réfractaires appartiennent tous à cette moitié méridionale de la France où les taux de mortalité tuberculeuse étaient inférieurs à la moyenne nationale — inférieurs à 1 et parfois dépassant à peine ce chiffre. Pour ceux-ci, dirait-on, *l'urgence n'a pas joué*. A l'appui de cette observation, l'on constate que ce sont aussi les mêmes où n'existent ni inspection départementale d'hygiène, ni la moindre organisation de protection de la santé publique, excepté, pour quelques rares cas, un seul bureau d'hygiène, qui n'est pas toujours du reste celui du chef-lieu²⁷. Autrement dit, l'absence d'un comité départemental affilié au Comité national *coïncide avec l'inexistence des services départementaux d'hygiène*. Concomitance typique de l'appareil de la santé publique en France dans les années 1920, — les frontières entre l'initiative privée et le secteur public étant toujours très floues, — de sa croissance erratique.

De ce qui précède, nous retiendrons surtout l'influence considérable de l'Amérique, cette « société marquée par des formes nouvelles de collaboration entre l'État et l'économie nées de la mobilisation », dans l'organisation sanitaire du territoire français. Comment ne pas sourire alors à la courtoise présomption d'un Calmette, ou aux poses avantageuses d'un Poix ? Tout aussi respectueux des bienséances, mais plus honnête, Léon Bernard soulignait lors de l'assemblée générale du 18 mars 1922 la dette du Comité national envers la « Commission américaine, dont nous allons recueillir, ajoutait-il, pour ainsi dire la succession morale »²⁸.

26. A. BRUNO (1925), p. 142. HONNORAT, Journal de Gunn, 31 janvier 1927, RFA. Une plongée dans les archives des différents ministères en charge de la santé publique (Intérieur, Hygiène, Travail et Hygiène, Santé publique), conservées à Fontainebleau, nous permet de retracer par ailleurs cette véritable guerre de trente ans qui a vu municipalités, conseils généraux et médecins au coude à coude chercher à entraver ou à retarder l'organisation administrative des services de protection de la santé publique dans les localités et les départements.

27. Fuster, *apud* André HONNORAT, *J.O., Doc. parl.*, Chambre, séance du 29 février 1916, n° 1863, p. 33. Eugène Briau, *RH*, juillet 1922, p. 665.

28. Ch. MAIER, *op. cit.*, p. 14. L. BERNARD, AG du 18 mars 1922, *loc. cit.*, IX.

Parce qu'il restreint excessivement le legs américain, on peut certes tiquer sur l'adjectif. Mais enfin, l'intention n'y était-elle pas ?

UNE CRÉATION DE LA GUERRE... ET DES AMÉRICAINS

Les convenances, l'amour-propre du Comité ne s'opposaient pas sans doute à ce que fût reconnu le rôle joué par les dollars de la Rockefeller ; Léon Bernard n'a pas manqué, à plusieurs reprises, de rendre un public hommage à l'organisme new-yorkais. Mais avouer tout de go que les Américains, non seulement ont financé le Comité pendant cinq ans, mais sont à l'origine de sa création, mobilisant le milieu médical et politique parisien, relançant jour après jour les rares initiatives indigènes, luttant contre l'amateurisme ambiant, suggérant les hommes, enseignant les méthodes... non, mais y pense-t-on ? Et pourtant, c'est Williams qui, rencontrant en septembre 1919 Calmette et Rist en vue de mettre sur pied un cours de perfectionnement de physiologie à l'usage des médecins français, entretient les deux camarades

récemment appelés à la direction du Comité [central d'assistance aux militaires tuberculeux] (...) de l'éventualité de la constitution d'un comité national de préservation contre la tuberculose.

Incidemment, on cerne le cheminement de l'influence américaine dans le milieu hygiéniste française, et ses suppôts Williams confie :

J'ai parlé plus librement avec Rist, sachant qu'il en parlerait à Léon Bernard, et sachant que Bernard a une grande influence sur Calmette, qui lui-même est écouté de tous. Conséquence ou non de notre entretien, j'ai rencontré la semaine dernière à l'invitation de Calmette, M. Léon Bourgeois, fait très encourageant. Nous avons parlé de la possibilité de réorganiser le Comité national [i.e. Comité central], et de former une organisation destinée à prendre en charge non pas les militaires, mais la lutte contre la tuberculose en France. Il a été décidé de créer un conseil supérieur national de défense contre la tuberculose dans lequel seraient représentées toutes les parties prenantes, administration, médecins, etc., ainsi qu'une commission exécutive, plus restreinte et plus efficace.

Les fonds sont disponibles pour l'installation d'un bureau (le Comité dispose de 60 000 francs), le secrétaire de la commission déjà pressenti (il s'agit de Woehrel, administrateur du dispensaire Émile-Roux à Lille et collaborateur de la Rockefeller depuis le début de l'année). L'obtention du décret de création ne présenterait aucune difficulté, Williams étant « convaincu que dès la ratification du traité de paix par le parlement et l'ajournement de la session, le Président [Poincaré] signera le décret à la demande de Léon Bourgeois »²⁹. De leur côté, les dirigeants du Comité central avaient décidé de reprendre la publication de la *Revue de la tuberculose* et de faire paraître un bulletin social. (En 1924, ce dernier devien-

29. Williams à Rose, 2 septembre 1919, RFA, R.G.1.1., série 500 T France, boîte 26, chemise 258. Le Comité central avait été rebaptisé en 1917 « Comité national d'assistance aux anciens militaires tuberculeux » (*Historique*, p. 10).

dra la *Revue de physiologie médico-sociale*, à laquelle, Poix, son rédacteur en chef, donnera son autonomie par rapport au Comité.) Ici encore, l'intervention de la mission Rockefeller sera à la base du redémarrage de ces parutions, les articles, les fichiers d'adresses, etc., qu'elle avait rassemblés en vue de l'édition de son propre bulletin étant remis à la disposition du Comité national lors de sa constitution.

Le dénouement de cette affaire paraît offrir en perspective pour Williams le moyen de satisfaire aux exigences du centre new-yorkais. Lorsque le Comité national sera constitué, écrit-il en effet,

la part la plus importante de notre travail aura été accomplie, en particulier parce que la Commission Rockefeller doit être représentée au conseil de direction par deux ou trois de ses membres, et qu'elle coopérera avec le nouvel organisme sur tous les plans ; si les choses avancent — et je suis certain qu'elles avanceront — nous serons en mesure de commencer à retourner certains secteurs de notre œuvre au Comité national.

La campagne électorale de novembre imposant le report de toutes les décisions, la réorganisation du Comité central ne devait pas prendre effet aussi rapidement que l'espérait Williams. Celui-ci, toutefois, ne désespérait pas, bien au contraire. La formation d'un comité « vraiment national » — toujours le parisianisme — « sera chose faite, écrivait-il à New York le 6 novembre, dans un futur proche ». A certains moments, le ton de sa correspondance se fait carrément triomphaliste. Le modèle américain va-t-il enfin fonctionner ? « Je pense, s'écrie-t-il, que ce Comité doit devenir la *National Tuberculosis Association* appelée à nous succéder partout en France ; lorsqu'il sera bien organisé, sur une base financière saine, je crois que notre labeur sera bien près d'être achevé. »³⁰

LA TACTIQUE DE WILLIAMS

Mobilisé sans relâche autour de l'accouchement du Comité national, Williams mettait en œuvre une tactique à double détente. D'abord et avant tout, chercher à dénicher un petit groupe de personnes compétentes. On s'appuiera pour cela sur la troïka hygiéniste de l'après-guerre : Rist-Calmette-Léon Bernard, épaulée de surcroît, dans le rôle d'agent de transmission au niveau politique, par Léon Bourgeois, qualifié pour l'heure de « personnage le plus influent en France en matière de tuberculose ». « Si les plans se concrétisent comme prévu, écrit Williams en octobre, la commission exécutive [du Comité national] sera composée *des hommes et des femmes les meilleurs* que l'on puisse trouver en France, *limités en nombre*, ainsi que par trois au moins des responsables de notre commission. » Faut-il insister sur la portée souveraine de cette conception sur la « pensée » du Comité national ? Et comment ne pas reconnaître dans cette tactique des petits groupes, une adaptation directe des mécanismes de la machine de guerre, excellemment décrits — dans une tout autre

30. Williams à Rose, 6 novembre 1919, *loc. cit.*

perspective — par Hauser sur le cas des premières ébauches de planification et de régionalisation, conçues, dit-il, par un « petit groupe d'hommes » menant une action « discrète, modeste, effective et sans tapage » ? Ou bien, notion jumelle, l'écho de cette mystique du travail d'équipe, manifestement l'objectif numéro un de la Rockefeller en France, qui ne visait pas, si l'on en croit son président, George Vincent, « à une importation insolente de la science au pays de Pasteur, mais plutôt à une 'démonstration de méthode' et de 'travail d'équipe organisé' »³¹ ?

Les Américains n'ignoraient pas, second volet de leur plan de bataille, qu'élever le Comité national au rang d'un « organisme administratif efficace », apte à « stimuler et à suppléer aux efforts de l'administration », supposait précisément la formation d'un *staff* familiarisé avec les techniques administratives³². Œuvre de longue haleine : c'est qu'en effet, l'*efficiency* n'entraînait pas naturellement dans les cordes de nos « charmants inexperts », comme dirait Alfred Sauvy ; certains déboires essuyés par la commission exécutive du Comité, à ses débuts, illustrent plaisamment la nécessité sentie par les Américains d'user enfin d'une pédagogie résolument plus directive.

En 1920, le conseil de direction du Comité s'adjoignait une commission exécutive, présidée par Léon Bernard, Calmette et Georges Risler. Ce triumvirat, vrai pouvoir dont dépendait étroitement le directeur du Comité, se réunissait une fois par semaine. Cependant, seuls au milieu de non-médecins, Calmette et Léon Bernard étaient par ailleurs trop occupés pour tenir solidement les rênes du Comité. Aussi, malgré quelques progrès, le Comité « est-il encore loin, écrivait Williams en août 1921, d'être un organisme national efficace ». Quelques mois plus tard, la machine n'était guère plus nerveuse. L'esprit d'entreprise n'était pas son fort. S'agissait-il d'embaucher des collaborateurs techniques ? On atermoyait. Résultat : à la fin de l'année 1920, le Comité n'employait en tout et pour tout que trois personnes : Poix, secrétaire général-adjoint, en charge du *Bulletin*, Fournereaux, secrétaire de la commission exécutive, et une sténo-dactylo. Fallait-il encore trouver des fonds, recueillir des adhésions, et pour cela user de méthodes nouvelles, plus rationnelles et plus efficaces ? En un mot, quitter de chères vieilles habitudes ? On s'offusquait carrément. On rêvait plutôt à quelque perspective douillette, par exemple à une reconnaissance d'utilité publique, avec prébende assortie du gouvernement. Les mentors américains se désolaient. Quelques années plus tard, Triollet, médecin-chef des dispensaires vosgiens, confirmera le diagnostic instantané de Williams : le Comité manque d'allant, de mordant, d'initiative³³.

31. Williams à Heiser, 13 octobre 1919, *loc. cit.* Henri HAUSER, *Le Problème du régionalisme*, PUF, 1924, p. 113. George Vincent, The Rockefeller Foundation, a Review for 1920, p. 20, *apud* Raymond B. FOSDICK, *The Story of the Rockefeller Foundation*, New York, Harper, 1952, p. 38.

32. Rose à Williams, 10 décembre 1921, RFA, R.G.1.1., série 500 T France, boîte 27, chemise 262.

33. G. POIX, *op. cit.* WILLIAMS, Summary of the present activities of Commission in France (1921), RFA, R.G.1.1. Projects, série 500 France, boîte 31, chemise 273. Williams à Rose, 26 août 1921, RFA, R.G.1.1., série 500 T France, boîte 27, chemise 262. WILLIAMS, Annual Report (1920), *loc. cit.* TRIOLLET : Journal de Gunn, 20 octobre 1926, RFA,

En attendant, l'association s'administrerait cahin-caha. Ni Poix, ni Fournereaux, ni bientôt Evrot n'avaient de rôles bien définis ; chaque décision exigeait l'accord préalable des trois susnommés, plus ceux du secrétaire général, du président et du vice-président... Il paraît que les communications laissaient à désirer !... Au total — coïncidence éloquente — un tableau du Comité semblable en tout point à celui de la Statistique Générale de la France, telle que la dépeint Sauvy pour la même époque, où s'alliaient en un « mélange détonant » archaïsme et modernité. Tout cela, d'ailleurs, aussi source d'incidents parfois cocasses. Au printemps 1921, par exemple, paraissaient dans le *Bulletin* certaines réclames vantant les mérites de remèdes de charlatan contre la tuberculose. Immédiatement, Williams attirait l'attention des membres du conseil. Calmette exigeait que les contrats de publicité soient dénoncés ; les réclames litigieuses n'en continuèrent pas moins de paraître. Williams dût avertir alors Léon Bernard et Poix que la mission Rockefeller pourrait être amenée à cesser toute coopération à l'édition du *Bulletin*, si les publicités controversées étaient maintenues. Ennuyé, furieux même, Léon Bernard faisait retirer d'autorité les placards en question³⁴.

Qu'on n'aille pas croire, hélas ! à quelque balourdise accidentelle. « Plusieurs erreurs ont été commises par le personnel du Comité national, qui ont ensuite été rattrapées grâce aux soins de Léon Bernard », écrivait Williams en décembre 1921. Ainsi, aucune enquête préalable, aucun devis ne sont ordonnés par le Comité avant de distribuer les fonds recueillis. « Leur méthode actuelle consistant à octroyer au compte-gouttes quelques milliers de francs, sans enquêtes ni informations, est parfaitement absurde », relevait Gunn l'année précédente, non sans un léger agacement. Lorsqu'il s'agit de répartir les subventions entre les diverses œuvres ou organismes locaux, le Comité national, nous dit-on, suit généralement les « avis » de son secrétaire général. L'on comprend mieux dès lors les scrupules de Léon Bernard à accepter la nomination d'un secrétaire général à temps plein, comme le lui proposent les dirigeants de la mission Rockefeller. Ceux-ci souhaitaient, en effet, que le Comité s'attache les services d'un « secrétaire administratif de premier ordre », et étaient prêts pour ce faire à en assurer le salaire, longtemps même s'il le fallait. « Il est si clair, pensaient-ils, que là se trouve la clef de toute la situation », qu'ils comprenaient mal les réticences du Comité. Or, celui-ci hésitait ; Léon Bernard s'accrochait à ses fonctions, malgré ses multiples devoirs : le Comité, c'est lui ! Du reste, tout le monde au conseil de direction était convaincu que seul un pontife ferait l'affaire ; les Américains voulaient, eux, un jeune médecin : allons donc !³⁵

On comprend donc que, désireux d'agir sur la commission exécutive du Comité, les Américains aient cru utile, en plus d'y siéger en personne,

34. WILLIAMS, Annual Report (1920), *loc. cit.* A. SAUVY, *op. cit.*, p. 28. Williams à Rose, 20 avril 1921, RFA, R.G.1.1., série 500 T France, boîte 27, chemise 261.

35. Williams à Rose, 5 décembre 1921, RFA, R.G.1.1., série 500 T France, boîte 27, chemise 262. Gunn (pour Williams) à Heiser, 31 mars 1920, RFA, R.G.1.1., série 500 T France, boîte 26, chemise 259. WILLIAMS, Annual Report (1920), *loc. cit.* Rose à Williams, 10 décembre 1921, *loc. cit.* Williams à Rose, 26 août 1921, *loc. cit.*

d'y introduire quelques-unes de leurs créatures. Ainsi Georges Poix : c'est Williams qui l'a fait nommer au poste de secrétaire général-adjoint « comme, dira-t-il, l'un de nos représentants au Comité ». « Il nous tient au courant du travail du Comité national et, comme Bruno et moi-même assistons à toutes les réunions, et que Poix vient à notre bureau une fois par semaine, nous commençons, me semble-t-il, à faire son éducation ; à son tour, il éduquera le Comité ». On goûte un plaisir bien innocent à lire après cela, sous la plume de Poix justement, qu'entre le Comité et la mission américaine règne une « intime collaboration »³⁶ ! D'autre part, Williams, qui projetait en février 1921 de faire créer par le Comité un poste de médecin-inspecteur des dispensaires (la mission Rockefeller ayant, dès 1919, versé au Comité une subvention de 200 000 francs à cet effet), parvient à faire « choisir » par le conseil de direction Evrot qui, pendant un an, en 1919-20, avait travaillé avec la commission à l'organisation des comités départementaux du Cher et de l'Aveyron. Transféré par la mission au Comité en mars 1920, le nouveau délégué à l'organisation départementale acquiert bientôt une solide position, à laquelle ne sont pas étrangers ses « étroits contacts » avec les Américains, et notamment avec Bruno, le responsable du service symétrique rue de Berri, dont il « partage le bureau »³⁷. (Evrot deviendra en 1940 directeur général du Comité.) Le troisième homme de la Rockefeller au Comité national sera Lucien Viborel, l'artisan de la campagne du timbre anti-tuberculeux ; son histoire, fort instructive, ne peut trouver ici toute sa place.

En 1920, les relations entre le Comité parisien et la commission américaine se faisaient donc, dit Bruno, « de plus en plus intimes » ; « nos deux organismes n'en faisaient qu'un », rappellera-t-il plus tard. L'intrication des services respectifs des deux organismes était devenue extrême. Williams écrivait en juin :

Notre travail avec eux, se poursuit sur la base la plus amicale et, théoriquement, les deux organismes ont chacun leur service d'organisation départementale (...) Il me semble [toutefois] que le temps est venu, ou du moins arrive, où il nous faudra avoir un service commun, ou une collaboration très semblable à la disposition existant entre le Bureau de la Tuberculose de la Croix-Rouge américaine et notre service d'organisation départementale. Pour ce faire, le Comité national devrait prendre la décision de faire fonctionner son propre service commun avec le nôtre ; le travail se poursuivra de la même façon, si ce n'est que l'entête du service pourrait être : Commission mixte d'organisation : Comité national et Commission [américaine] de la Tuberculose.

Au demeurant, une petite hésitation tarabustait le directeur du bureau parisien de la Rockefeller, témoignant on ne peut plus clairement tant du rôle primordial joué par les envoyés de l'Oncle Sam dans la création du Comité, que des hautes performances administratives de nos valeureux Samaritains. Williams voulait s'assurer, avant d'aller plus loin, que

36. Gunn (pour Williams) à Heiser, 31 mars 1920, *loc. cit.* G. POIX, *op. cit.*, p. 8.

37. Williams à Rose, 21 janvier 1921, *loc. cit.* WILLIAMS, Annual Report (1920), *loc. cit.* Gunn (pour Williams) à Heiser, 31 mars 1920, *loc. cit.* A. BRUNO, Annual Report (1922), *loc. cit.* Williams à Rose, 2 juin 1920, *loc. cit.* La section d'organisation départementale du Comité sera finalement créée à l'instigation de Bruno en 1921 (cf. A. BRUNO, Annual Report (1922), *loc. cit.*, 2).

le Comité s'engageait à financer par ses propres moyens au moins deux personnes attachées à ce service, et qu'il se préoccupait activement de trouver des fonds pour l'organisation des départements. « Je ne veux pas, déclarait-il, être obligé de faire tout leur travail », et supporter en plus tous les frais. Pour la commission américaine, remarquait Williams, « c'était en somme un nouveau départ »³⁸. Oh, que oui ! Le premier directeur de la mission, Livingston Farrand, lorsqu'il était arrivé en 1917, s'était mis en tête de prendre directement le commandement des opérations anti-tuberculeuses en France³⁹ ; très vite, cependant, il s'était rendu compte que s'entourer de deux ou trois jeunes médecins du cru et pleins d'allant, ainsi que d'un certain nombre d'inutilités bien introduites, faisait partie des impedimenta inévitables, sorte de tribut payé au folklore des lieux. D'un naturel plus fonceur, Linsly Williams, son successeur, réalisait lui *de facto*, trois ans plus tard, le projet initial de Farrand. Le Comité, c'était lui !

Mais la commission Rockefeller ne s'est pas contentée de constituer de toutes pièces la cellule technique du Comité ; elle a encore soutenu de ses deniers, jusqu'en 1924, le fonctionnement de cet organisme. Butant, éternel obstacle, sur l'incapacité du Comité à « se convaincre d'adopter les méthodes indispensables pour recueillir des souscriptions auprès de personnes privées », Williams malgré tout demeurait confiant : certains membres du conseil de direction ne faisaient-ils pas preuve de bonne volonté — « surtout les non-médecins » ? Il pensait même parvenir à faire accepter partie du budget prévisionnel pour 1922 qu'il avait lui-même élaboré à l'intention du Comité, « s'élevant approximativement à 200 000 francs pour le fonctionnement, et à 100 000 francs pour la propagande » — « à condition bien entendu, s'empressait-il d'ajouter, que nous leur promettons de les aider pendant trois ou quatre ans, sur une base dégressive »⁴⁰.

La Rockefeller transfèrera, à la fin de l'année 1922, l'ensemble de ses services techniques au Comité, assortis d'une « subvention considérable, aux dires même de celui-ci, de 228 700 francs et de la promesse de le soutenir les années suivantes dans une mesure moins importante »⁴¹. Devant les avatars plus ou moins pittoresques de l'organisation de la rue Notre-Dame-des-Champs et des services du ministère de l'Hygiène, les Américains hésiteront un temps sur le choix de leur légataire universel. En définitive, c'est le Comité national qui emportera le morceau. Pressenti comme l'héritier dès le rapport d'activité rédigé par Williams en 1921, objet de multiples sollicitations, il n'est pas sûr avec cela que les Améri-

38. Williams à Rose, 2 juin 1920, *loc. cit.*

39. Du moins s'agissait-il d'instructions données par Wickliffe Rose, le directeur de l'IHB, au docteur Farrand lors de l'installation de la mission à Paris (cf. Memorandum du 3 avril 1917 : Tentative Working Plan for Control of Tuberculosis in France, RFA, R.G.1.1., série 500 T, boîte 25, chemise 246, p. 5053).

40. WILLIAMS, Summary (1921), *loc. cit.* ; rapport financier, *Bull. du CNDT* (Masson, 1921), où l'on constate que la mission Rockefeller avait octroyé au Comité national pour l'année 1921 une subvention d'un montant égal à 10 300 francs.

41. *Historique*, p. 15 ; et Minutes of the IHB, Working program for 1923, 24 octobre 1922, pp. 22272-3, RFA, R.G.1.1., série 500 T France, boîte 25, chemise 276.

cains aient jamais regardé le Comité national autrement que comme l'un des vecteurs possibles de *l'édification des services techniques* de la santé publique, objectif qu'ils ont obstinément poursuivi durant toute leur activité en France. Lorsque, l'idée étant soutenue activement par Justin Godart, ministre du Travail et de l'Hygiène du Cartel, ils se verraient proposés par l'administration le cadre mieux adapté à leur dessein de l'Office national d'hygiène sociale, du Comité national, planté là aussitôt, ne demeurera que la coquille, vidée ou peu s'en faut de toute substance novatrice. Ils envisageront même à ce moment — mais l'idée leur trottait par la tête au moins depuis décembre 1921 — de fondre purement et simplement celui-ci dans la structure du nouvel Office⁴².

*
**

Faute de place, il nous faut renoncer ici à donner l'examen des moyens financiers du Comité, dont nous avons par ailleurs tenté de reconstituer l'évolution au cours de l'entre-deux guerres. Cette évolution se laisse sommairement résumer comme suit. Aux années 1919-23, que l'on peut appeler les années « américaines » du Comité, années de croissance rapide mais entièrement dépendante de l'apport technique et financier de la Rockefeller, succède, de 1924 à 1926, une période de consolidation marquée essentiellement (outre le désengagement américain) par l'achèvement de l'organisation départementale et par le lancement des campagnes du timbre anti-tuberculeux. De 1927 à 1936, le Comité national vit une époque de réelle stabilité financière grâce aux recettes du timbre, qui se maintiennent à un niveau élevé, et à l'aide « assez considérable », de l'avis même des Américains, fournie par l'État. Cette relative prospérité n'est pas d'ailleurs sans provoquer l'envie et l'irritation des services ministériels, pauvres en hommes et en moyens, et surtout pauvres en politiques : « le Comité national, notent-ils, organisme privé, a assumé une partie de la mission qui incombe normalement à l'administration, notamment en ce qui concerne les directives techniques »⁴³. A partir de 1937, les rendements décroissants du timbre annoncent et sanctionnent à la fois le déclin définitif du secteur philanthropique face à la progressive reprise en main par les pouvoirs publics du domaine de la santé.

Lion MURARD,
Patrick ZYLBERMAN,
École d'architecture Paris-Villemin.

42. Williams à Rose, 5 décembre 1921, RFA, R.G.1.1., série 500 T France, boîte 27, chemise 262. Minutes of the IHB, Comité national, 5 novembre 1925, p. 25376, RFA, R.G.1.1., série 500 T, boîte 25, chemise 246.

43. Georges Dequidt, *La lutte anti-tuberculeuse*, in Ministère de l'Intérieur, Assistance et Hygiène (Ministère de la Santé publique), *Rapport présenté par l'inspection générale des services administratifs* (1931) (Melun, Imp. administr., 1932), p. 180.